

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 1er mars 2013

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et  
de l'Ariège  
Subdivision Environnement Industriel  
ENV4

Affaire suivie par : Yann DEFFIN  
N/Référ : YD/, n° 2013/232

Téléphone : 05 61 15 37 53  
Télécopie : 05 61 15 39 88  
Courriel : yann.deffin  
@ developpement-durable.gouv.fr

**Objet:** ICPE - INCINERATEUR ECONOTRE à BESSIERES – Demande d'extension de la zone  
de chalandise (bordereau DDT du 25 juin 2012)

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES  
à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE**

Par transmission reçue le 27 juin 2012, vous avez adressé à l'Inspection des installations classées, le dossier de demande de modification de la zone de chalandise des déchets de l'installation visée en objet. Par courrier du 11 octobre 2012, l'Inspection des installations classées demandait à l'exploitant d'apporter des compléments à sa demande, compléments apportés par celui-ci par courrier électroniques du 29 novembre et du 7 décembre 2012.

**I. CARACTERISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER**

**I.1. Description de l'établissement et historique administratif**

• **Activités**

L'usine d'incinération des ordures ménagères et le centre de tri du syndicat DECOSET situés à BESSIÈRES sont exploités par la société ECONOTRE.

L'usine est équipée de deux fours à grille de capacité 11,4 t/h. Chaque four est combiné avec une chaudière qui récupère sous forme de vapeur d'eau surchauffée à 45 bars, 365°C, l'énergie calorifique produite lors de la combustion des déchets. La vapeur produite alimente un turboalternateur d'une puissance de 17 MW produisant de l'électricité.

- ***Historique administratif***

L'ensemble du site a été initialement autorisé par arrêté préfectoral du 18 janvier 1998. Les capacités de traitement autorisées par cet acte étaient de 155 000 tonnes par an pour les installations d'incinération et de 18 000 tonnes par an pour le centre de tri. Le 5 août 2003, l'exploitant a demandé une augmentation des capacités de traitement de l'incinération pour les amener à 170 000 tonnes par an. Cette extension a été encadrée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005. Le 29 mai 2006, l'exploitant a demandé à étendre les capacités de son centre de tri pour les porter à 30 000 tonnes par an. Cette demande a été réglementée par arrêté complémentaire du 31 janvier 2007.

La mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif à l'incinération des déchets non dangereux, a eu lieu au cours de l'année 2005. Elle a été encadrée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Aujourd'hui, ce site est encadré par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 modifié.

- ***Historique des demandes de l'exploitant de modification de sa zone de chalandise***

L'article R. 512-34 du Code de l'environnement demande que : "dans les installations d'élimination de déchets, pour une même catégorie de déchets, toute modification notable de leur origine géographique indiquée dans la demande d'autorisation ou, en l'absence d'indications dans celle-ci, constatée jusqu'alors, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31."

L'exploitant a déjà déposé plusieurs demandes d'extension de sa zone de chalandise qui avaient abouti, en application de l'article R. 512-34 du Code de l'environnement, à la prise d'arrêtés complémentaires (arrêtés complémentaires du 24 janvier 2006, du 10 avril 2006 et du 13 décembre 2007) lui permettant de traiter temporairement des ordures ménagères en provenance du SICTOM de Pézenas-Agde.

En mars 2011, ECONOTRE a également demandé une modification de sa zone de chalandise qui a abouti à l'arrêté complémentaire n° 100 du 12 août 2011 (rapport de l'inspection du 28 avril 2011).

## **I.2. Dispositions réglementaires actuelles**

L'article 2.2.1.3 des prescriptions associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 modifié par l'article 1er de l'arrêté du 12 août 2011 définit la provenance des déchets pouvant être traités à l'incinérateur d'ECONOTRE.

Pour les unités d'incinération, cette zone de chalandise correspond, aujourd'hui, aux départements suivants :

- Haute-Garonne,
- puis dans la limite de 20 000 tonnes par an : Tarn, Tarn-et-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées, Aveyron, Lot et Aude,
- et enfin d'une partie de Hérault (SICTOM de Pézenas Agde) dans la limite de 10 000 tonnes par an, jusqu'à l'ouverture du centre de traitement et de valorisation de « l'Ecopole de la Vallase » à MONTBLANC pour lequel une autorisation préfectorale a été délivrée le 18 août 2010.

Sollicité par l'Inspection des installations classées, le SICTOM de Pézenas-Agde a indiqué que le centre de traitement et de valorisation de « l'Ecopole de la Vallase » n'était pas encore en fonctionnement, mais devrait l'être au plus tard fin 2013.

### **I.3. Présentation du projet**

L'exploitant demande dans le cadre des tonnages prévus par son arrêté (170 000 tonnes par an) à élargir la zone de chalandise de ses fours d'incinération aux départements de l'Ariège et du Lot.

Suite à l'instruction de la demande de l'exploitant du 19 juin 2012, l'Inspection des installations classées a demandé à celui-ci de compléter son dossier en y incluant les éléments :

- sur la comptabilité de ce projet avec les plans départementaux en vigueur, ainsi que les avis des conseils généraux concernés (Ariège, Lot) ;
- sur la compatibilité de cette demande vis-à-vis des objectifs fixés par le Grenelle de l'environnement ;
- sur la justification de sa demande d'étendre la zone de chalandise alors que la capacité maximale de traitement des installations d'incinération est déjà atteinte ces trois dernières années. Dans son dossier, l'exploitant mentionne que d'éventuels non renouvellements de marchés arrivant à terme pourraient engendrer un « vide de four », soit une baisse d'activité. L'Inspection lui a demandé d'étayer ses explications sur cette analyse.

Dans son courrier du 11 octobre 2012, l'Inspection des installations classées rappelait aussi les éléments auxquels elle se montre attachée lors des instructions de ce type :

- respect du principe de proximité : loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;
- respect de la limite de tonnage prescrite dans l'autorisation préfectorale (170 000 t/an dont 20 000 t/an hors Haute-Garonne) ;
- respect des règles de priorité de traitement prescrites dans l'autorisation préfectorale.

L'inspection a également demandé à ce que ce dossier soit présenté en Commission de Suivi de Site (ex-CLIS), ce qui a été fait lors de la réunion du 17 décembre 2012.

## **II. PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

La modification de la provenance des déchets n'induit pas de changement de la qualité des rejets (atmosphériques et aqueux) et des déchets produits par l'établissement. La seule modification par rapport à la situation actuelle est le transport lié à l'acheminement des déchets provenant de l'Ariège et du Lot.

## **III. PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS/RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT**

La modification de la provenance des déchets n'induit pas de changement dans l'étude de dangers de l'établissement.

## **IV. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **IV.1. Avis des différentes parties consultées**

La demande présentée relève d'une double compétence:

- celle des conseils généraux au titre des flux de déchets. En effet, les conseils généraux sont en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des Plans Départementaux d'Élimination des Ordures Ménagères (article L541-14 du code de l'environnement). Ces plans doivent satisfaire aux objectifs visés à l'article L541-1 du même code et doivent notamment avoir pour objet : « 4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume ; » ;
- celle du préfet au titre des ICPE. En effet, comme indiqué supra, bien que traiter des déchets ménagers d'une autre provenance que celle prévue initialement n'entraîne aucune modification technique des installations, cette demande rentre dans le cadre de l'article R. 512-34 du Code de l'environnement: "dans les installations d'élimination de déchets, pour une même catégorie de déchets, toute modification notable de leur origine géographique indiquée dans la demande d'autorisation ou, en l'absence d'indications dans celle-ci, constatée jusqu'alors, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31."

Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, ont été consultés, pour avis, les Conseils Généraux de l'Ariège et du Lot.

Par courrier du 27 novembre 2012, le Conseil Général du Lot a indiqué à l'exploitant que : « des coopérations interdépartementales étant prévues dans le plan départemental des déchets ménagers du Lot actuel, [il n'avait] pas d'objection à une telle extension. »

Le Plan Départemental de Réduction et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés de l'Ariège (2e révision approuvée du 25 octobre 2010) prévoit le traitement hors du département de certaines catégories de déchets (déchets industriels banals, refus de tri à haut PCI ou combustibles solides de récupération (CSR), déchets d'emballage). Par un courrier du 31 janvier 2012, le préfet de l'Ariège a également indiqué que les CSR pouvaient être traités dans les unités d'incinération des ordures ménagères, et donc hors du département de l'Ariège.

Le Conseil Général de la Haute-Garonne avait été consulté en 2011 lors de la précédente instruction. Dans son avis du 7 février 2011, celui-ci avait émis un avis favorable assorti de conditions impliquant une priorité de traitement des déchets en provenance de Haute-Garonne.

### **IV. 2 Analyse du dossier déposé par l'exploitant**

La société ECONOTRE souhaite étendre la zone de chalandise actuelle de ses installations d'incinération à l'ensemble des départements de la région Midi-Pyrénées, ce qui correspond à rajouter les départements de l'Ariège et du Lot au périmètre actuel.

Pour l'Ariège, l'exploitant souhaite pouvoir répondre à un appel d'offre concernant les refus de tri qui seront issus du futur bioréacteur du SMECTOM du PLANTOREL.

Pour le Lot, aucun marché n'est à ce jour visé, mais l'exploitant souhaite pouvoir participer aux appels d'offre en provenance de ce département qui ne dispose, aujourd'hui, que de peu de solutions de traitement et toutes extérieures au Lot : Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de Montech et incinérateur d'ordures ménagères de Brive.

Outre le marché de l'Ariège déjà identifié, l'exploitant indique que l'extension demandée lui permettrait de concourir à de nouveaux appels d'offre et ainsi de mieux anticiper la perte éventuelle de marchés.

Il convient de rappeler que si l'exploitant demande une extension du périmètre de chalandise, il ne demande pas une augmentation des capacités de traitement de ses installations d'incinération fixées à 170 000 tonnes par an.

Lors de la dernière instruction de ce type, qui a abouti à l'arrêté du 12 août 2011, les départements de l'Ariège et du Lot faisaient partie de la demande d'extension de la zone de chalandise formulée par l'exploitant. L'extension à ces deux départements n'avait pas été retenue pour les motifs suivants :

- pour l'Ariège, la préfecture de l'Ariège avait indiqué, dans un courrier du 21 février 2011, que compte-tenu de l'éloignement géographique, un traitement des déchets produits en Ariège dans les installations d'ECONOTRE n'était « guère compatible avec l'objectif de traitement au plus près des lieux de production. A cet égard il conviendrait que le pétitionnaire démontre que le bilan de valorisation énergétique lui est favorable ... » ;
- lors de la précédente instruction, il avait été retenu qu'un élargissement aux départements limitrophes du 31 respecterait le principe de proximité qui doit être appliqué au traitement des déchets et les objectifs affichés dans la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement. Le Lot, qui n'est ni limitrophe de la Haute-Garonne, ni du Tarn n'avait donc pas été retenu.

#### **IV. 3. Position de l'Inspection des installations classées**

Concernant le département de l'Ariège, le courrier du 31 janvier 2012 indique que la préfecture n'est plus opposée au traitement de certains déchets ariégeois, hors du département. Le Plan Départemental de Réduction et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés en vigueur le prévoit également. L'Inspection des installations classées n'a donc pas d'objection à une extension de la zone de chalandise des installations d'incinération d'ECONOTRE à ce département.

Concernant le département du Lot, la demande d'extension a reçu un accord favorable du Conseil Général. L'exploitant a également indiqué dans sa demande que ce département ne dispose pas d'installation de traitement et que l'un des deux exutoires actuels, l'incinérateur de Brive, va subir une diminution de ses capacités de traitement. Enfin, considérant que la distance géographique est comparable avec certaines de celles déjà autorisées dans la zone de chalandise actuelle (sud de l'Haute-Garonne, Aude, Aveyron), l'Inspection des installations classées n'a pas d'objection à une extension de la zone de chalandise des installations d'incinération d'ECONOTRE à ce département.



Comme indiqué supra, la demande de l'exploitant est la quatrième demande de ce type depuis 2005, l'Inspection a noté l'engagement pris par l'exploitant lors d'une réunion de travail sur ce sujet, le 8 octobre 2012, à savoir qu'il souhaite pérenniser le périmètre de la zone de chalandise correspondant à la présente instruction et qu'il ne prévoit donc plus de déposer de demande pour une nouvelle modification. Comme pour les précédentes autorisations sur ce thème, le projet d'arrêté joint à ce rapport propose, outre l'extension de la zone de chalandise aux deux départements concernés, que l'exploitant respecte, pour le traitement dans ses installations, les règles de priorités suivantes :

- déchets produits dans la zone de collecte DECOSET,
- déchets produits dans le reste de la Haute-Garonne,
- puis, dans le cadre des capacités résiduelles de l'unité et dans la limite de 20 000 tonnes par an, déchets produits dans l'Ariège, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, le Gers, les Hautes-Pyrénées, l'Aveyron, le Lot ou l'Aude.

Ce projet rappelle également que l'exploitant doit posséder une capacité résiduelle permettant d'accepter ces déchets sans que soit dépassée la capacité maximale annuelle de traitement des installations d'incinération définie dans l'arrêté du 29 avril 2005 modifié.

## V. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

L'Inspection des installations classées propose donc à monsieur le Préfet de la Haute-Garonne d'accorder l'extension demandée pour les installations d'incinération d'ECONOTRE, autorisation assortie de conditions de priorité et de respect de la capacité maximale annuelle de traitement décrite ci-dessus.

Un projet d'arrêté complémentaire rédigé en ce sens est joint à ce rapport. Celui-ci devra être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement.

l'inspecteur des installations classées

Yann DEFFIN

Vérifié, et validé le 1er mars 2013,  
Pour le DREAL et par délégation  
Le chef du service risques  
technologiques et environnement industriel,

Victor ALONSO

Copie: UT 31 ENV4- SRTEI/DPNSV-chrono  
PJ :un projet d'arrêté complémentaire